

## De l'inflation révolutionnaire - Guerre interne, coup d'Etat et changements radicaux en Amérique latine (Note)

Yvon Grenier

Volume 22, numéro 1, 1991

XX<sup>ème</sup> anniversaire d'*Études internationales*

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702792ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702792ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cette note

Grenier, Y. (1991). De l'inflation révolutionnaire - Guerre interne, coup d'Etat et changements radicaux en Amérique latine (Note). *Études internationales*, 22(1), 47-61. <https://doi.org/10.7202/702792ar>

# De l'inflation révolutionnaire guerre interne, coup d'État et changements radicaux en Amérique latine\*

Yvon GRENIER\*\*

Après un survol de la littérature sur le changement politique en Amérique latine, on se rend compte de l'utilisation généralisée du concept de révolution. Repris presque tel quel du discours des acteurs politiques – qui en abusent –, ce concept «totalisant» est censé recouvrir un ensemble composite de phénomènes, reliés par une même logique historique. Les différentes «théories de la révolution» y sont parfois présentées et discutées, mais l'utilité du concept lui-même n'est semble-t-il jamais remise en question.<sup>1</sup> À notre avis, et c'est là la proposition centrale de cet article, il est en général préférable d'éviter l'emploi du concept de révolution pour l'analyse du changement politique en Amérique latine, où la *revolución* est d'abord un slogan – ou un mot d'ordre – politique. Bien entendu, il peut et doit être étudié en tant que tel; comme concept analytique, il génère surtout des malentendus. La révolution devrait être à la sociologie politique latino-américaine ce que Dieu est à la sociologie des religions: un problème, pas une évidence.

Deux constats nous conduisent à cette proposition. Premièrement, ce concept est dépourvu de spécificité en Amérique latine, puisqu'il recoupe une trop grande variété d'options politiques. Deuxièmement, il est trop profondément ancré dans la mythologie politique latino-américaine pour être un bon outil de travail. Nous estimons que des concepts moins chargés comme *guerre interne*, *coup d'État* et *changements radicaux*, brièvement esquissés dans cet article, pourraient permettre de rendre compte d'une manière plus systématique des principaux phénomènes subsumés sous le concept de

---

\* Cette recherche a été rendue possible grâce à une bourse post-doctorale du Conseil de Recherche en Sciences Humaines du Canada. L'auteur tient à remercier les évaluateurs anonymes pour leurs commentaires et suggestions, de même que le Center for Latin American Studies de l'Université de Pittsburgh pour son hospitalité.

\*\* Chercheur invité pour le Centre d'études latino-américaines de l'Université Pittsburgh, Pa., États-Unis.

1. Voir par exemple John A. BOOTH, *The End and the Beginning. The Nicaraguan Revolution*, Boulder and London, 1985 (1982), pp. 1-10 (premier chapitre: «Revolutionary Theory and Nicaragua's Sandinista Revolution»). On remarque que dans la préface à la deuxième édition, l'auteur revendique la reproduction intégrale de ce premier chapitre, en dépit de critiques questionnant son utilité.

révolution. Nous illustrons notre propos avec des cas typiques, soit la «révolution cubaine» et la «révolution salvadorienne» et dans une moindre mesure la «révolution nicaraguayenne».

## I - L'inflation révolutionnaire

Dans les pays latino-américains, toute pensée ou action politique remettant en cause les règles du jeu politique, en totalité ou en partie, est susceptible d'être qualifiée de «révolutionnaire». Or, un des problèmes permanents de ces pays consiste justement dans l'absence ou la faible légitimité de leurs institutions politiques. La fréquence avec laquelle la plupart de ceux-ci réforment leurs constitutions en est une illustration. Par conséquent, on peut dire que dans le cercle composite des élites latino-américaines, tous les acteurs politiques sont susceptibles d'être «révolutionnaires» à un moment ou à un autre de leurs carrières.

Remettre en cause les règles du jeu politique ne signifie pas que l'on souscrive à une idéologie «communiste». Si on fait la nomenclature des différents acteurs dits révolutionnaires, les camarades sont certainement en minorité. D'ailleurs, il est intéressant de remarquer qu'à Cuba et au Salvador, les partis communistes ont été les derniers parmi les groupes radicaux à appuyer ou à joindre la lutte armée. La révolution ratisse large, du croisé d'extrême-droite amant de la «révolution nationale» au militant de type castriste, en passant par toute la gamme des révolutionnaires *soft* : démocrates-chrétiens, sociaux-démocrates, populistes, jeunes officiers réformistes, théologiens de la libération et autres prophètes de la «troisième voie».

La révolution est un passeport : on doit être en mesure de le présenter quand la situation l'exige. Ne pas s'affirmer révolutionnaire quand on se trouve dans l'opposition, c'est souscrire à l'ensemble des règles du jeu existantes. Comme ces règles ont tendance à changer avec les équipes dirigeantes, on peut difficilement aspirer au pouvoir sans les remettre publiquement en question. L'incitation s'applique également, bien que d'une manière différente, à l'équipe au pouvoir. En effet, l'écart entre ce qui devrait être accompli (pour le «développement», la «participation», etc.) et ce qui est effectivement (ou pourrait être) accompli est tel, que les dirigeants ont avantage à présenter leur action (ou leur inaction) comme une simple étape, inscrite dans un processus de changement d'une durée indéterminée. Un ordre socio-politique qui produit un haut niveau d'insatisfaction gagne à être présenté comme provisoire. En ne s'affirmant pas révolutionnaire, un politicien risque de voir sa bonne volonté ou ses capacités mises en doute.

D'une façon plus générale, on remarque que le thème de la révolution est central dans la culture politique latino-américaine. Toutes les républiques sont nées de «révolutions nationales», mais celles-ci n'ont pas donné naissance à un ordre politique stable, ni même (à la différence de la France, par exemple) à la définition de bases précises sur lesquelles cet ordre pourrait être fixé. En France, pour parvenir à fixer cet ordre, il s'est agi de clore la

révolution, tâche qui a nécessité plus d'un siècle.<sup>2</sup> En Amérique latine, la «fête des balles» (Octavio Paz) est plutôt perçue comme inachevée. Elle est un mythe, puisqu'elle permet de raconter «l'histoire sacrée des origines» (Mircea Eliade); elle est surtout une utopie, un projet dont le caractère diffus et inconsistant renvoie directement à ses carences originelles.

La révolution, en somme, est un bien pour lequel la «demande» excède largement l'«offre», c'est-à-dire les volontés et capacités réelles de «production de la révolution» ou de «changements révolutionnaires» en Amérique latine. Cela crée une sorte d'inflation révolutionnaire (lire: du signe révolutionnaire). Et comme le prix de mesures «anti-inflationnistes» est prohibitif pour les politiciens, la surenchère continue.<sup>3</sup> L'écrivain Mario Vargas Llosa a bien raison de dire que «la véritable révolution en Amérique latine serait de renoncer à la révolution» – ce qui ne l'a pas empêché d'en appeler à une «révolution de la liberté» durant sa récente campagne présidentielle...

Voyons quelques illustrations. À Cuba, la mythologie révolutionnaire constitue à des degrés divers un dénominateur commun des élites politiques depuis plus d'un demi-siècle. La guerre interne de 1933 et 1934 a en effet provoqué la débâcle politique de la «génération de l'indépendance», et l'ascension au pouvoir de la «génération révolutionnaire», tous bruyants héritiers de la pensée de José Martí.<sup>4</sup> Dorénavant, toute action ou pensée politique devait formellement s'inscrire dans le sillon de la «révolution de 1933».

En 1940, Batista remportait les élections présidentielles à la tête d'une coalition regroupant libéraux, démocrates et communistes. L'Union Socialiste Démocratique sera boudée par la bonne société et appuyée par ce que Batista appelait les «humbles», en reprenant la grammaire du révolutionnaire José Martí. Suite aux élections présidentielles de 1944, il cédait sa place à Grau San Martín et au Parti Révolutionnaire Cubain (dit *auténtico*), explicitement baptisé en hommage au parti du même nom fondé en exil par José Martí en 1892. À la fin des années 1940, à la faveur d'une scission au sein

2. François FURET, *Penser la révolution française*, Paris, Gallimard, 1978 (1<sup>ère</sup> partie).

3. Il serait possible de démontrer que l'inflation révolutionnaire se manifeste notamment par ce que Philippe Schmitter appelle une «sur-bureaucratization structurelle» de l'appareil étatique, comme marque d'un volontarisme politique, et d'une manière typique par une «sous-bureaucratization des comportements», exprimant l'inefficacité des liens entre le politique et la «société civile». Voir Ph. SCHMITTER, *Interest Conflict and Political Change in Brazil*, Stanford (Calif.), Stanford University Press, 1973. Sur le caractère stérile de la bureaucratization dans le processus de développement, voir John W. SLOAN, *Public Policy in Latin America: A Comparative Survey*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1984, pp. 128-152.

4. Rappelons que Cuba n'a conquis son indépendance face à l'Espagne qu'en 1898, soit trois quarts de siècle après la plupart des pays latino-américains. Sous occupation américaine jusqu'à 1902, l'île fut ensuite gardée à vue par le voisin américain grâce à l'amendement Platt, qui sera abrogé en 1934. La «génération de l'indépendance» a été au pouvoir de 1902 à 1933, et la génération révolutionnaire de 1934 à 1958. La génération de Castro, soit la «génération du centenaire» (i.e. le centenaire de la naissance de José Martí en 1953), arrive maintenant à sa fin. Il sera intéressant de voir si le régime qu'elle a mis sur pied parviendra à lui survivre.

du PRC, naissait le Parti du Peuple Cubain (*ortodoxo*). En substance, les «révolutionnaires orthodoxes» et leur fameux chef Eddy Chibas reprochaient au PRC d'avoir trahi les principes révolutionnaires de 1933. Suite au coup de Batista en mars 1952, un certain nombre d'organisations «révolutionnaires» voyaient le jour : principalement, le Mouvement du 26 Juillet (M-26, castriste) et le Directoire Révolutionnaire. Peu après la chute de Batista, naissent à Miami des groupes anti-castristes qui accusaient le M-26 et son nouvel allié le PC d'avoir trahi la révolution : le Front Révolutionnaire du Peuple, le Mouvement Révolutionnaire du Peuple, puis le Conseil Révolutionnaire Cubain. Plusieurs autres groupes allaient naître (et disparaître) par la suite : tous, sauf erreur, ont leur façon bien à eux de se réclamer de la révolution, que ce soit celle de Marti, de 1933, de 1959 ou encore celle à venir... En d'autres termes, à l'exception peut-être des membres des vieux partis conservateurs (républicain) et libéraux (démocrate), fondés avant les années 1930, tous les politiciens cubains depuis 1933, qu'ils soient au pouvoir, dans l'opposition ou en exil, se proclament farouchement révolutionnaires.

Au Salvador, les militaires ont donné le ton. En 1950, un jeune officier admirateur du Parti Révolutionnaire Institutionnel mexicain, le Major Oscar Osorio, fondait le Parti Révolutionnaire d'Unification Nationale (PRUD). Dans les années 1950 et 1960 (sous le Parti de Conciliation Nationale, nouveau nom du PRUD), les militaires salvadoriens étaient perçus comme les plus «professionnels» et «progressistes» de la région.<sup>5</sup> Par la suite, leurs restrictions au pluralisme politique a stimulé la généralisation du «pluralisme armé» (Gabriel Zaid), qui sévit encore aujourd'hui.

Le coup d'État d'octobre 1979 marque un seuil dans l'histoire politique du pays. À partir de cette date, il est devenu difficile pour un acteur politique salvadorien de nier publiquement la nécessité des réformes. La traditionnelle «Proclamation des Forces Armées» qui a suivi le coup devait traduire les grandes orientations de la future Junte Révolutionnaire de Gouvernement et marquer clairement la rupture avec le passé.<sup>6</sup> Or, en révisant son langage progressiste à la hausse, l'armée l'a en quelque sorte «institutionnalisé» et vidé encore davantage de son contenu, stimulant d'autant l'inflation révolutionnaire. On verra alors se succéder les communiqués de l'armée en faveur de la nationalisation du commerce extérieur, de l'enclenchement d'une «réforme agraire intégrale», de la nationalisation des banques et même de la syndicalisation des ouvriers agricoles ! On souhaite réaliser

5. Cf. par exemple Charles W. ANDERSON, «El Salvador: The Army as Reformer», dans *Political Systems of Latin America*. Martin C. NEEDLER ed., New York, Van Nostrand Reinhold Company, 1970 (1964), pp. 70-92; James DUNKERLEY, *Power in the Isthmus, A Political History of Modern Central America*, London, New York, Verso, 1988, p. 352.

6. Cf. «Proclama de la Fuerza Armada de El Salvador», *Estudios Centro Americanos* (par la suite *ECA*), 372/373 (oct.-nov. 1979), pp. 1017-1018. Ce langage progressiste était emprunté à la coalition d'opposition «Forum populaire», formée principalement de partis politiques, de syndicats et d'«organisations de masse». Mis sur pied en opposition au régime militaire de Carlos Humberto Romero, le Forum s'est à toutes fins utiles désintégré après le coup.

des «programmes éducatifs et de ré-orientation morale, condition de base pour la création de l'homme nouveau dont la société salvadorienne a besoin, afin d'en faire un participant dans la révolution démocratique actuellement mise en branle.»<sup>7</sup>

Deux ans après la «Proclamation», le représentant de l'aile conservatrice de l'armée dans la junte, le colonel Jaime Abdul Gutiérrez (aussi commandant en chef des forces armées et vice-président de la junte), effectuait un bilan en ces termes : «Nous avons mis en marche un processus qui nous conduit à une nouvelle société, distincte de la précédente, dans laquelle le facteur essentiel est le travail et la participation populaire. [...] Ensemble, le peuple, le gouvernement et les Forces Armées, sommes en train de construire un nouveau pays dans tous les aspects du terme.»<sup>8</sup> En fait, il n'est pas jusqu'à l'Alliance Républicaine Nationaliste (ARENA) qui n'ait compris le procédé. Au printemps 1982, au sommet de son militantisme d'extrême-droite, ARENA appelait de ses vœux une «démocratie révolutionnaire intégrale et progressiste».<sup>9</sup> Et tout cela, bien entendu, sans parler de l'opposition armée «révolutionnaire», pour laquelle l'expression «hyper-inflation» serait plus indiquée.<sup>10</sup> Bref, comme le soulignait en 1982 le représentant des jeunes officiers dans la junte, le colonel Adolfo Majano, «les observateurs qui s'intéressent à ce qui se passe véritablement au Salvador devraient concentrer leur attention sur les faits plutôt que sur les paroles, car maintenant au Salvador, nous pouvons tous exprimer de belles paroles.»<sup>11</sup>

### Perméabilité du langage scientifique et choix stratégique

L'inflation révolutionnaire offre deux alternatives au chercheur. La première est d'employer le concept de révolution d'une façon symétrique à son emploi dans le langage politique. Ainsi, sont révolutionnaires les mobilisations politiques et les acteurs perçus comme vraiment engagés dans une entreprise globale de «libération», par opposition aux «pseudo» révolutions ou révolutionnaires, aux «réformistes», aux «contre-révolutionnaires», etc. La révolution est un tout, moins par le nombre indéfini de phénomènes qu'elle englobe que par le front «un et indivisible» qu'elle oppose à l'ennemi. Cette approche, très largement employée dans les publications académiques

7. Cf. «La Fuerza Armada al pueblo salvadoreño», *ECA*, 375/376 (jan.-fév. 1980), p. 132.

8. Col. Jaime A. GUTIERREZ. «A dos años del movimiento de octubre», *ECA* 396/397 (oct.-nov. 1981), p. 1055. L'année précédente, dans un communiqué adressé à ses «camarades de la junte», il parlait emphatiquement d'un «modèle non-marxiste de révolution». Reproduit dans Foreign Broadcast Information Service, *Daily Reports, Latin America*, vol. VI, no. 181 (16/09/80). Voir également les nos. 043 (03/03/80) et 082 (25/04/80).

9. Cf. «ARENA, medias y acciones prioritarias», *ECA*, 402 (avril 1982), p. 313.

10. L'inflation se manifeste notamment par la multiplication des «avant-gardes» dans la gauche salvadorienne. Voir à ce sujet notre «Understanding the FMLN: A Glossary of Five Words», *Conflict Quarterly*, à paraître dans le numéro de juin 1991.

11. Cf. «Apreciaciones del Colonel Adolfo Arnaldo Majano sobre la situación nacional», *ECA*, 399/400, (jan.-fév. 1982), p. 138.

sur l'Amérique latine, constitue la règle dans l'abondante littérature des dix dernières années sur l'Amérique centrale.<sup>12</sup> La tradition de l'intellectuel engagé (pour ou contre le pouvoir en place) et du poète/prêtre en arme, est fermement établie en Amérique latine.<sup>13</sup> Resterait à dévoiler les mécanismes complexes qui ont incité tant de latino-américanistes nord-américains et européens à emprunter le même parcours.

La seconde alternative est de mesurer, même de manière qualitative, jusqu'à quel point un processus/acteur est révolutionnaire ou pas, de manière non partisane. D'un monde politique bipolaire et hautement moral, l'objet d'étude devient un monde paradoxal où s'entrechoquent une multitude de passions et d'intérêts contradictoires. En théorie, cela permet de distinguer le «vrai» du «faux» dans un contexte d'inflation révolutionnaire généralisé et ce, de manière plus objective. Or, il nous semble que dans cette approche plus académique, à laquelle on peut associer des ouvrages remarquables<sup>14</sup>, les auteurs s'efforcent généralement de découper leur objet et de relativiser le concept à un point tel, que l'utilité du concept (essentiellement, par convention de langage) apparaît moindre que le coût probable de son utilisation dans un environnement hautement polysémique et idéologique. Et par environnement, nous songeons non seulement au milieu politique *stricto sensu*, mais aussi au milieu académique qui lui est si perméable. Par conséquent, il nous semble que pour des raisons méthodologiques, et, pour tout dire, stratégiques, les scientifiques gagneraient à parler non pas de la révolution, mais plutôt directement des phénomènes spécifiques que ce concept exprime de manière indifférenciée. Cet exercice permet une décantation des variables, et partant, la formulation de concepts plus spécifiques ; comme par exemple, ceux de guerre interne, de coup d'État et de changements radicaux.

- 
12. Voir par exemple Robert ARMSTRONG et Janet SHENK, *El Salvador, The Face of Revolution*, Boston, South End Press, 1982 ; John BEVERLEY and Marc ZIMMERMANN, *Literature and Politics in the Central American Revolutions*. Austin, University of Texas Press, 1990 ; George BLACK, *Triumph of the People, The Sandinista Revolution in Nicaragua*, London, Zed Press, 1981 ; Walter LA FEBER, *Inevitable Revolutions - The United States in Central America*, New York, W. W. Norton & Co., 1983 ; Stanford Central American Action Network, *Revolution in Central America*, Boulder, Colo., Westview Press, 1983 ; Tommie Sue MONTGOMERY, *Revolution in El Salvador, Origins and Evolution*, Boulder, Colorado, Westview Press, 1982.
13. Ce phénomène peut s'expliquer par toute une série de facteurs culturels, socio-économiques et politiques, sur lesquels nous ne pouvons guère nous étendre dans le cadre restreint de cet article. Pour une collection d'essais polémiques sur la question, voir Gabriel ZAID, *De los libros al poder*, Mexico, Grijalbo, 1988. Voir également Edelberto TORRES-RIVAS, «Ciencia y conciencia sociales en Centroamerica». *Polémica*, no. 8 (1989), pp. 2-18.
14. Voir par exemple Cole BLASIER, *The Hovering Giant : U.S. Responses to Revolutionary Changes in Latin America*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1976 ; Jorge I. DOMINGUEZ, *Cuba, Order and Revolution*. Cambridge, The Belknap Press of Harvard University Press, 1978 ; James MALLOY, *Bolivia : The Uncompleted Revolution*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1978.

## II – Guerre interne, coup d'État et changements radicaux

Dans la sociologie politique, le concept de révolution peut désigner deux phénomènes distincts et parfois complémentaires : 1° la situation de «souveraineté multiple», où le gouvernement fait face à une insurrection et perd son monopole de la violence légale, et 2° la profondeur extraordinaire des changements réalisés par les «révolutionnaires» une fois parvenus au pouvoir.<sup>15</sup> Pour l'étude du premier phénomène, nous préférons les concepts de guerre interne et de coup d'État, et pour l'étude du deuxième celui de changement radical.

En substance, nous disons d'une situation politique qu'elle est caractérisée par la guerre interne quand la compétition pour le pouvoir central entre acteurs politiques d'un même pays est principalement basée sur l'usage de la force pendant une période prolongée.<sup>16</sup> La durée est la variable qui nous permet de distinguer la guerre interne du coup d'État : le coup se déroule rapidement, souvent en quelques heures, alors qu'une guerre interne s'étend sur une plus grande période, allant de quelques mois (Nicaragua en 1979, Cuba en 1957-58) à plusieurs années (le Mexique pendant une vingtaine d'années, le Salvador depuis 1979).<sup>17</sup> Théoriquement, si un coup d'État pouvait durer des mois, il s'agirait bel et bien d'une guerre interne ; inversement, une guerre interne de quelques heures (comme le coup d'État bolchévique de novembre 1917) relèverait davantage, dans notre optique, du coup et de ses techniques.<sup>18</sup>

Cette typologie fort dépouillée nous rend moins perméable aux distorsions idéologiques et mythologiques que véhiculent les acteurs politiques. En outre, les concepts de guerre interne et de coup d'État nous permettent d'appréhender ce qui constitue probablement le noyau dur des phénomènes subsumés par le concept de révolution, soit la compétition violente pour le pouvoir dans le temps. Ce qui recouvre ce noyau nous semble fort aléatoire.

15. Charles Tilly a conceptualisé le premier phénomène comme la «souveraineté multiple» ou la «situation révolutionnaire», laquelle ne suppose aucunement victoire des révolutionnaires et partant, la réalisation de changements radicaux. Quant au deuxième phénomène, il constitue la caractéristique principale de toute révolution pour la plupart des auteurs. Voir Jean BAÉCHLER, *Les phénomènes révolutionnaires*, Paris, PUF, 1970, p. 113 ; Peter CALVERT, *A Study of Revolution*, Oxford, Clarendon Press, 1970, p. 5 ; Samuel HUNTINGTON, *Political Order in Changing Societies*, New Haven et London, Yale University Press, 1968, p. 264 ; Thoda SKOCPOŁ, *États et révolutions sociales, la révolution en France, en Russie et en Chine*, Paris, Fayard, 1985, pp. 19-72 ; Charles TILLY, dans *From Mobilization to Revolution*, New York, Random House, 1978, pp. 189-210.

16. Nous pensons que le concept de guerre interne est préférable à celui de «guerre civile» dans la mesure où selon nous, ce dernier connote non seulement l'idée de «guerre dans la cité», mais aussi de guerre au sein de la population civile. Si on entend par population civile tous ceux (la majorité) qui ne font pas partie de la classe politique, le concept induit un postulat erroné dans la mesure où la guerre interne a toujours pour épice et pour base principale la classe politique.

17. Nous partons ici d'une proposition de Ted Gurr pour qui toutes les manifestations de violence politique à l'intérieur d'un pays diffèrent en termes de degré et non en termes de nature. Cf. Ted GURR, *Why Men Rebel ?*, Princeton (N. J.), Princeton University Press, 1970, p. 5.

18. Il faut aussi préciser qu'on parle généralement de coup d'État quand il est réussi, alors que la notion de réussite ou d'échec est étrangère au phénomène de la guerre interne.

## A — Acteurs et idéologies

Comme on peut le voir, nous laissons de côté un certain nombre de variables subsumées dans le concept de révolution ; en premier lieu, le nombre et l'extraction sociale des acteurs. En Amérique latine, où on retrouve un niveau de mobilisation sociale généralement élevé par rapport aux autres pays en développement, les coups d'État s'effectuent rarement sans l'aval ou la collaboration de multiples secteurs organisés de la société. D'un autre côté, les «guérilleros», manuels en mains, préfèrent souvent agir seuls ou en éclaireurs, les masses aliénées étant peu fiables sans un encadrement adéquat. Dans tous les cas, la dynamique de la mobilisation se situe fondamentalement au sein de la classe politique, au sommet, et non entre le sommet et «la base». <sup>19</sup> Les guerres internes, comme les coups, sont essentiellement des affaires de famille.

Si on compare les groupes d'opposition armée à Cuba et au Salvador, en gardant à l'esprit que seuls les premiers ont réussi à s'emparer du pouvoir, on remarque les points suivants. <sup>20</sup> Tout d'abord, les «guérilleros» salvadoriens sont de deux à trois fois plus nombreux que ne l'étaient les Cubains. Depuis 1980, ils comptent en moyenne de 6,000 à 10,000 partisans en armes. En outre, ils sont beaucoup mieux implantés dans les syndicats et autres organisations de la «classe militante», et jouissent manifestement d'appuis plus importants en campagne. Lors de l'«offensive finale» de janvier 1981, le FMLN comptait environ 6,000 combattants contre 12,000 soldats (armée régulière plus forces de sécurité), soit un rapport de force de 1 contre 2. <sup>21</sup> Or, on considère généralement que le seuil à partir duquel une opposition armée a toutes les chances de l'emporter est de 1 contre 10. <sup>22</sup> Et pourtant, l'offensive finale, plus modestement rebaptisée offensive «générale» par la suite, fut un

19. Hannah Arendt note pertinemment que jadis, les «hommes de la révolution» étaient dans une large mesure produits et transportés par les événements, cependant que le «révolutionnaire professionnel» du <sup>xx<sup>ème</sup></sup> siècle les provoque selon un plan déterminé. Jadis, la révolution faisait le révolutionnaire ; au vingtième siècle, on observe l'inverse. Le «révolutionnaire professionnel», dont Lénine est l'archétype, est pour cette raison très proche du simple putschiste, à qui il emprunte d'ailleurs toutes les techniques. Hannah ARENDT, *On Revolution*, Penguin Books, 1973 (1963).

20. Il faut reconnaître d'emblée que le choix de ces deux pays signifie que nous allons parler ici d'un type particulier de «révolution» ; celle de la «génération castriste». Celle-ci diffère sensiblement des révolutions bolivienne et mexicaine, au cours desquelles d'importantes mobilisations de la base ont poussé les élites «révolutionnaires», d'abord plus modérées, à se radicaliser. En ce sens, ces révolutions ressemblaient davantage aux «grandes révolutions» des siècles précédents. En revanche, il nous semble que depuis la défaite de Batista, toutes les mobilisations politiques violentes et dites «révolutionnaires» en Amérique latine correspondent davantage au modèle castriste. Cf. Steven PALMER, «Carlos Fonseca and the Construction of Sandinismo in Nicaragua», *Latin American Research Review*, vol. XXIII, no. 1, 1988 ; Yvon GRENIER, «Guérilla et terrorisme en Amérique latine», *Études Internationales*, vol. XIX, no. 4, décembre 1988, pp. 613-627.

21. Pour l'armée et les forces de sécurité, voir IISS, *The Military Balance*, (Londres), et pour le FMLN, *Latin American Weekly Report*, 16 octobre 1981, p. 1. Cf. aussi Foreign Broadcast Information Services, *Daily Reports*, vol. VI, no. 007, 12 janvier 1981.

22. Patrick O'SULLIVAN, «A Geographical Analysis of Guerrilla Warfare», *Political Geographical Quarterly*, vol. 2, no. 2, avril 1983, pp. 139-150.

échec à peu près complet. Le M-26, par contre, ne comptait que 3,000 partisans en armes au moment de la chute de Batista, dans un pays d'environ 6.6 millions d'habitants (contre 4.7 millions au Salvador en 1980). Et encore, plus de la moitié de ceux-ci avaient pris «le dernier wagon» avant la victoire certaine de Castro ; à la fin mai 1958, selon Tad Szulc, la troupe de Castro ne s'élevait à guère plus de 321 individus en armes.<sup>23</sup>

La participation des masses n'est pas moins équivoque. À Cuba, le principal syndicat du pays (la Confédération des Travailleurs Cubains), étroitement lié au Parti Communiste, n'a donné son appui au M-26 que peu avant la chute de son «bienfaiteur» Batista. Quand les castristes ont voulu organiser une grève générale en avril 1958, le projet a échoué lamentablement.<sup>24</sup> Le FMLN par contre s'est bien implanté dans certains syndicats ou à tout le moins dans certaines bureaucraties syndicales.<sup>25</sup> Au début des années quatre-vingt, il comptait aussi sur l'appui d'un réseau très étendu d'organisations de masse, bientôt réprimées butalement par l'armée, les forces de sécurité et les escadrons de la mort. Quant aux appuis en campagne, ils nous suggèrent deux commentaires. Premièrement, les squatters de la Sierra Maestra qui ont donné leur appui aux castristes (sans nécessairement participer directement à la guerre) manifestaient en réalité 1) leur ressentiment traditionnel à l'endroit du pouvoir central (à l'instar des paysans pauvres qui combattaient pour la *Contra* nicaraguayenne), attisé par la guerre contre-insurrectionnelle de 1957 et 1958, et 2) leur aspiration profonde (qualifiée de «petite-bourgeoise» par «Che» Guevara) à la possession d'un petit lopin de terre. Rien à voir avec l'agenda de l'avant-garde, soit la prise du pouvoir à La Havane et la création de fermes d'État. Ensuite, si le M-26 n'a jamais compté plus de 3,000 individus, incluant l'arrivée massive de renfort en provenance des villes à la fin de 1958, force est de conclure que finalement, bien peu de paysans ont participé à l'insurrection.

Il est aussi intéressant de remarquer qu'à Cuba comme au Salvador, les principaux dirigeants de l'opposition sont presque tous liés au centre politique ou à des fractions dissidentes de celui-ci. On oublie souvent que Fidel Castro était un des candidats du PPC en vue des élections de 1952, devancées en mars par le coup de Batista. Castro ne rompra officiellement avec ce parti

23. Selon cet auteur, on pouvait compter 25 *fidelistas* au début de février 1957, 120 à la fin mai de la même année et 300 en avril 1958. Ce n'est qu'après l'échec des dernières tentatives militaires du régime pour éliminer la guérilla et la suspension de l'aide militaire us que les troupes rebelles sont passées environ de 400 à 3,000 combattants. Cf. Tad SZULC, *Castro, 30 ans de pouvoir absolu*, Montréal, Éditions du Roseau, 1987, pp. 338, 361, 379, 388, 405 ; Neill MACAULAY, «The Cuban Rebel Army: A Numerical Survey», *Hispanic American Historical Review*, vol. 58, no. 2, 1978, pp. 284-295.

24. Cf. Boris GOLDENBERG, «The Rise and Fall of a Party: the Cuban C.P. (1925-1959)», *Problems of Communism*, vol. 19 (juillet-août 1970), pp. 61-80.

25. Notons que cela est moins vrai aujourd'hui qu'au début de la guerre interne, au moment où l'option militaire n'excluait pratiquement pas les autres options politiques dans l'opposition radicale salvadorienne. Salvador SAMAYOA et Guillermo GALVAN, «El movimiento obrero en El Salvador. ¿Resurgimiento o agitación ?», *ECA*, 369/370 juillet-août 1979, pp. 591-600. Voir aussi le numéro spécial de cette dernière revue, juillet 1987, sur «la question des masses».

qu'en mars 1956.<sup>26</sup> D'autre part, il apparaît certain que la victoire n'eût pas été possible sans le soutien public, à Cuba et surtout à l'étranger, d'éléments «bourgeois» comme José Miro Cardona ou Manuel Urrutia Lléo.<sup>27</sup> Au Salvador, les chefs du Front Démocratique Révolutionnaire sont d'anciens «politiciens traditionnels». Le premier chef historique du FDR, Don Enrique Alvarez Córdoba, mouton noir des «14 familles», assassiné le 27 novembre 1980, s'était jadis signalé comme ministre de l'agriculture dans les cabinets du général Fidel Sánchez Hernández (président de 1967 à 1972) et du colonel Armando Molina (président de 1972 à 1977). Il occupait le même poste dans le premier cabinet «révolutionnaire» formé après le coup d'octobre 1979. Son successeur, Guillermo Manuel Ungo, était le colistier de José Napoléon Duarte pour l'Union Nationale d'Opposition (UNO) lors des élections présidentielles de mars 1972 et membre de la première junte. Lors des élections présidentielles suivantes, en mars 1977, l'UNO présentait un candidat militaire, le colonel Ernesto Claramount. Aujourd'hui, un des membres de la délégation du FMLN pour les négociations avec le gouvernement ARENA, Salvador Samayoa (de la faction FPL), fut membre du parti démocrate-chrétien et ministre de l'éducation dans le premier cabinet révolutionnaire formé en 1979.

Du côté des leaders de l'opposition armée (FMLN), le lien avec l'*establishment* est moins évident. Comme la plupart proviennent des classes moyennes urbaines et sont hautement scolarisés (en plus de provenir très souvent de familles déjà impliquées dans la politique), on peut supposer que vingt ou même dix ans plus tôt, bon nombre de ceux-ci auraient choisi d'atteindre le pouvoir par d'autres moyens. Mais ce n'est là qu'une hypothèse. Chose certaine, le FMLN s'est montré réticent à courtiser la bourgeoisie durant la guerre interne, et ce à la différence du M-26 ou des sandinistes. D'ailleurs, l'échec de la «révolution salvadorienne» est peut-être dû à cette incapacité à s'allier les classes bourgeoise et petite-bourgeoise, véritables «classes universelles» de la «révolution latino-américaine». Cependant, il n'en fut pas de même avec l'Église et surtout avec la principale force politique du pays : l'armée. En janvier 1980, au moment où la junte se décomposait en raison principalement des abus commis par des militaires, les principaux groupes qui allaient former le FMLN encensaient des héros militaires comme Manuel José Arce ou le général Gerardo Barrios (l'ex-président libéral), et dénonçaient publiquement la «trahison des idéaux libéraux et démocratiques des fondateurs de l'armée».<sup>28</sup> Un an plus tard, ils signaient un pacte avec des jeunes officiers avec comme objectif de «conjuguer» leurs efforts et d'«instruire et [d']organiser militairement le peuple».<sup>29</sup> Si le FMLN se montre souvent in-

26. Tad SZULC, *Castro... op. cit.* p. 107.

27. Rappelons que Miró Cardona et Urrutia ont été nommés premier ministre et président de la République en janvier 1959, pour être bientôt éconduits respectivement en mai et en juillet de la même année.

28. Cf. «Manifiesto del PCS, de las FPL y de las FARN», *ECA*, 375/376, jan.-fév. 1980, p. 135.

29. Cf. «Pacto político de la Juventud Militar y la fuerzas del FMLN», *ECA*, 387/388, jan.-fév. 1981, pp. 91-92.

transigeant à l'égard de certains officiers, il n'a jamais remis l'armée en question comme institution avant août 1989 – pour des raisons ayant probablement à voir avec la logique même de la négociation avec le gouvernement, davantage qu'avec un véritable changement de position par rapport à celle-ci. Ils ont d'ailleurs beaucoup de choses en commun, à commencer par leur allergie des «politiciens», ces individus intrigants et cupides qui divisent la nation et trompent le peuple. Rappelons finalement qu'au cours des dix-huit derniers mois (encore une fois, jusqu'au virage d'août 1990), le FMLN s'est montré plus conciliant envers le processus électoral, la constitution et l'unité des forces armées, bien qu'il est vrai de manière trop ambiguë – et tardive – pour amadouer la classe politique.

En second lieu, il est douteux que la présence d'une idéologie radicale doive être considérée *a priori* comme une caractéristique fondamentale des mobilisations dites «révolutionnaires» en Amérique latine. La différence entre le coup d'État et la guerre interne (ou la révolution) ne se situe pas dans la présence ou l'absence d'idéologies (ou dans leur niveau de radicalisation), mais plutôt dans la chance de les utiliser dans la compétition politique. Plus le conflit dure (guerre interne), moins les acteurs peuvent dissimuler leurs dispositions idéologiques (ou leur absence); et inversement. Comme le soutient Edward Luttwak, c'est là une des raisons pour laquelle le coup d'État doit être exécuté rapidement.<sup>30</sup> En outre, les acteurs «révolutionnaires» contemporains ont pour la plupart été portés au pouvoir sur une plateforme nationaliste et réformiste, ce qui les distingue difficilement des promoteurs de maints coups d'État ou de l'ordinaire des politiciens populistes. Même si dans l'analyse des différentes mobilisations politiques, on peut effectivement observer des variantes dans l'influence apparente qu'y exercent les dispositions idéologiques, la corrélation avec la propension révolutionnaire est loin d'être évidente, qui plus est dans le contexte de l'inflation révolutionnaire déjà esquissée.

Durant la guerre interne, l'objectif avoué de Castro était le rétablissement de la constitution sociale-démocrate de 1940, adoptée sous Batista. Certes, en révisant ses déclarations depuis le début des années cinquante, on voit mal comment Castro aurait pu fonctionner dans un cadre pluraliste. Mais il est difficile de le distinguer par son idéologie de la plupart des autres politiciens ou intellectuels cubains de l'époque.<sup>31</sup>

Par contre, si Castro n'avait pas de modèle précis à suivre à la fin des années 1950, les salvadoriens, eux, ont le modèle castriste. Ils sont aussi beaucoup plus doctrinaires que les autres «révolutionnaires» de leur géné-

30. E. LUTTWAK, *Coup d'État, A Practical Handbook*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1979 (1968), p. 58.

31. Selon Tad SZULC : «Castro est la quintessence du caudillo espagnol, enveloppé aujourd'hui dans un manteau marxiste-léniniste de convenance, qui explique *a posteriori* par des arguments intellectuels pourquoi une «vraie révolution» est incompatible avec des élections libres et pourquoi un autoritarisme de type communiste est l'instrument nécessaire à sa mise en œuvre.» Dans *Castro...*, *op. cit.*, p. 35.

ration : tels par exemple les sandinistes, qui en 1979 ont su mettre leur «Plate-forme insurrectionnelle politico-militaire» de 1977 sous le boisseau, au profit d'un programme provisoirement plus modéré.<sup>32</sup> Le dogmatisme du FMLN tout au long de la dernière décennie nous paraît extraordinaire, et s'explique peut-être par l'inflation politique généralisée qui caractérise le Salvador depuis plus d'une dizaine d'années.<sup>33</sup> D'autre part, nous avons signalé plus haut que depuis un peu plus d'un an, les signaux idéologiques provenant du FMLN sont des plus confus et contradictoires. Il serait difficile de distinguer les éléments «révolutionnaires» dans le Salvador d'aujourd'hui en s'en tenant à la teneur des discours politiques.

Ces quelques exemples indiquent que le concept de révolution, qui suggère la participation décisive de larges couches de la population (tout spécialement des masses ouvrières et paysannes), animées par une idéologie radicale de transformation de la société, recouvre généralement un processus récurrent dans l'histoire politique de l'Amérique latine : la mobilisation politique d'élites marginales, liées ou associées à une fraction dissidente des élites en place et cherchant à la base les supports qui leur font défaut au sommet. Sans nier que ces entreprises aient pu s'accompagner de mobilisations populaires et véhiculer un discours idéologique radical, il nous paraît difficile d'en faire des facteurs déterminants des «mouvements révolutionnaires» en Amérique latine.<sup>34</sup> Il est préférable de les traiter comme des phénomènes spécifiques et importants, qui peuvent accompagner ou non la compétition violente pour le pouvoir, sous formes de coup d'État ou de guerre interne, et la réalisation de politiques radicales de transformation sociale.<sup>35</sup>

32. David NOLAN, *The Ideology of the Sandinistas and the Nicaraguan Revolution*. Coral Gables, Florida, University of Miami, Institute of Interamerican Studies, 1984.

33. Au Salvador, l'opposition radicale, l'extrême-droite et même le «centre» (de la gauche à la droite démocratique), bref, toute la classe politique semble plus développée et vigoureuse qu'ailleurs dans la région. À propos de l'hypothétique virage du FMLN vers des positions plus modérées, au cours des derniers mois, voir Sara MILES et Bob OSTERTAG, «FMLN New Thinking», *NACLA, Report on the Americas*, vol. XXIII, no. 3, septembre 1989, pp. 15-38. L'article est étonnant dans la mesure où pour la NACLA, le FMLN n'a jamais été autre chose qu'un mouvement pluraliste et fort raisonnable dans ses revendications.

34. Mieux encore, la comparaison entre nos deux pays nous suggère qu'à notre époque, une «révolution» ne peut réussir qu'avec l'aval de secteurs significatifs des classes moyennes et de la bourgeoisie. Cf. Timothy P. WICKHAM-CROWLEY, «Winners, Losers, and Also-Rans: Toward a Comparative Sociology of Latin American Guerrilla Movements», dans *Power and Popular Protest, Social Movements in Latin America*, Susan ECKSTEIN ed., Berkeley, University of California Press, 1989, pp. 132-181.

35. Il est intéressant de souligner que les mobilisations populaires massives et la surenchère idéologique en Amérique latine sont le fait des «régimes révolutionnaires» bien implantés, ce qui semble paradoxal. On pourrait en effet soutenir, comme Jules Monnerot, que l'adjectif «révolutionnaire» est impropre à qualifier un régime ou un parti en place : «[...] un parti révolutionnaire qui a vaincu n'est plus un parti révolutionnaire ; même s'il veut garder son nom de parti révolutionnaire, il devient le parti de l'ordre. Cet ordre n'est pas le même, mais le parti révolutionnaire n'en est pas moins devenu le parti d'un ordre». Jules MONNEROT, *Sociologie de la révolution*, Paris, Fayard, 1969, p. 155.

## B — Des changements radicaux

Concernant la profondeur des changements apportés par le nouveau régime, le concept de révolution paraît plus difficile à contourner, mais selon nous uniquement dans des cas exceptionnels.<sup>36</sup> L'inflation du signe révolutionnaire a logiquement pour corollaire la rareté des véritables «changements révolutionnaires» en Amérique latine. On peut dire qu'ils n'ont eu véritablement lieu que dans quatre pays : au Mexique, en Bolivie, à Cuba et au Nicaragua. Et encore, seul Cuba a connu un bouleversement rapide et généralisé de l'ensemble de sa structure sociale. Derrière le concept global de révolution, chez la plupart des acteurs politiques et chez trop d'analystes, on recouvre en fait que des changements radicaux dans un nombre variable de secteurs d'activité — principalement dans la structure d'État et dans le secteur agricole —, voire des changements mineurs et provisoires. Loin d'exprimer clairement ces changements, le concept de révolution suggère une uniformité dans la portée et l'extension de ceux-ci qui correspond peu à la réalité latino-américaine.

Le Nicaragua est un bon exemple d'un pays où ce qu'on appelle la *Revolución* ne renvoie pas à une transformation généralisée de la société, comme à Cuba, sans être non plus un pur explétif démagogique. Depuis 1979, les sandinistes ont eu pour principale fixation le monopole du pouvoir politique central. Ils ont considérablement modifié les rapports de domination dans le pays, mais pas vraiment les rapports de production. Les capitalistes ont perdu leur accès au pouvoir, mais ils ont pu poursuivre leurs activités de manière rentable sous le régime sandiniste. D'ailleurs, quelques mois avant leur défaite électorale, les sandinistes ont infligé à la population de drastiques mesures anti-inflationnistes genre «FMI», avec l'aval de Moscou. Il est également significatif que le régime sandiniste n'ait pas modifié fondamentalement la structure sociale, les nouvelles élites politiques «révolutionnaires» se recrutant dans les «grandes familles».<sup>37</sup>

On peut signaler qu'avec la récente défaite des sandinistes et la prise du pouvoir de l'équipe dirigée par Violeta Chamorro, l'utilisation du concept de révolution est encore plus problématique. Puisque les deux camps se disputent l'héritage de la «véritable» révolution nicaraguayenne, le chercheur

36. Il n'est guère facile de déterminer de manière abstraite le seuil au-delà duquel un changement peut être considéré comme radical. D'une façon générale, on peut parler comme Zimmermann d'un «changement fondamental dans la structure sociale et, par là, dans la structure de l'autorité», dans un ou plusieurs secteurs de l'activité humaine (pas seulement dans la structure sociale comme totalité). Pour une brève synthèse sur cette question, voir Ekkart ZIMMERMANN, «Comment évaluer les résultats des révolutions : Considérations préliminaires», *Revue française de science politique*, vol. xxx, 1989, pp. 535-558.

37. Sur la provenance sociale des dirigeants sandinistes et la continuité des liens familiaux dans la vie politique nicaraguayenne, voir FBIS, *Daily Reports, Latin America*, 21 juin 1982, pp. 8-10 ; Carlos VILAS, «What Went Wrong», *NACLA*, vol. xxiv, no. 1, 1990, pp. 15-16 ; Gabriel ZAID, «Nicaragua : El enigma de las elecciones», *Vuelta*, vol. 9, no. 99, février 1985, pp. 5-21. Voir également Samuel STONE, *The Heritage of the Conquistadors*, University of Nebraska Press, 1990.

peut y voir plus clair en utilisant les concepts de guerre interne et de changements radicaux. On peut d'abord identifier la guerre interne, caractérisée par le rejet massif et poly-classiste de la dictature de Somoza. Au cours de cette phase, plusieurs dirigeants de l'actuel gouvernement se sont distingués par leur opposition au tyran – notamment la présidente, membre de la première junte révolutionnaire, et le vice-président Virgilio Godoy, premier ministre du travail du régime sandiniste – pour ensuite être écartés par la fraction armée de l'opposition. En deuxième lieu, on note un certain nombre de changements radicaux impliquant surtout l'appareil d'État, et dans une moindre mesure les relations sociales de production. Le nouveau régime remet actuellement en question plusieurs réalisations du régime précédent, radicales ou non, réaménagement qui du point de vue des sandinistes met chaque fois en péril «la révolution» elle-même. En distinguant bien les différentes étapes et composantes du processus de transition depuis la chute de Somoza, au lieu de les appréhender sous un même prisme hautement subjectif, on en arriverait à une analyse beaucoup plus claire des développements récents au Nicaragua.

## Conclusion

En sciences sociales, tout est permis mais tout n'est pas souhaitable. Le concept de révolution, s'il doit être étudié en tant que représentation, mythe, idéologie ou croyance, est finalement peu utile comme concept opérationnel pour comprendre la vie politique latino-américaine contemporaine. Plus, nous disons qu'il peut empêcher la compréhension, parce qu'il pare les phénomènes politiques d'une valeur ajoutée qui les rend méconnaissables.

La «révolution cubaine» et la «révolution salvadorienne» sont des expressions qui obscurcissent plus qu'elles ne désignent les phénomènes suivants. À Cuba, une guerre interne de 1957 jusqu'à environ janvier 1960, de nombreux changements radicaux (sociaux, économiques, politiques) dans les premiers mois du régime castriste, suivis de trente années de régime autoritaire, rigide et conservateur. À l'heure actuelle, la question n'est pas tellement de savoir si Cuba connaîtra ou pas une autre «révolution» dans un avenir prochain, ou encore une «restauration» des idéaux originels de la «révolution» anti-Batista (les deux concepts, révolution et restauration, ayant d'ailleurs été longtemps confondus dans la pensée politique). Il faut plutôt se demander si les changements politiques qui semblent de plus en plus probables seront radicaux ou non, et s'ils s'effectueront de manière pacifique ou par l'entremise d'un coup d'État ou d'une guerre interne.

Au Salvador, nous avons un coup d'État en octobre 1979, quelques changements radicaux en 1980 (actuellement mis en péril par le gouvernement d'extrême-droite) et une guerre interne de 1979 jusqu'à nos jours, sans probabilité apparente de victoire militaire totale pour aucune des parties en lutte. D'ailleurs, plus le conflit se prolonge, plus il apparaît sous un jour purement militaire, y compris dans les «négociations» entre les parties.

Enfin, au Nicaragua, on a une guerre interne de 1978 à 1979, quelques changements radicaux de 1979 jusqu'à environ 1984, puis une ouverture progressive (et fatale) du régime jusqu'à sa chute en mars dernier.

L'inflation révolutionnaire est au fond le signe d'un malaise profond au sein des pays latino-américains et par ricochet, chez les latino-américanistes. Pour comprendre ce malaise, il faudra d'abord en réduire les effets au sein même de la sociologie politique. Les concepts alternatifs esquissés dans cet article ne sont pas totalement imperméables aux distorsions politiques. Après tout, l'analyse n'est pas réalisée par des concepts, mais par le chercheur. En revanche, parce qu'ils sont moins chargés et plus précis que le concept de révolution, ils peuvent nous aider à construire une approche plus réaliste du changement politique en Amérique latine.